

La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

DONNÉES ENTREPRISES

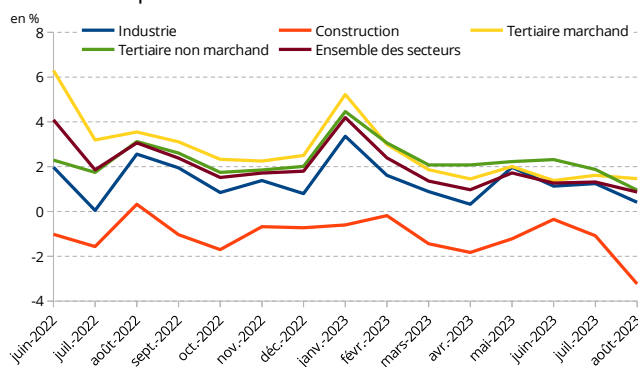
Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises permet d'apprécier le niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, l'activité économique régionale ralentit en août 2023 (+0,9 % par rapport au même mois de 2022). Elle augmente ainsi de manière plus modérée, après des mois de juin et juillet 2023 dynamiques (+1,3 % sur un an).

Le secteur tertiaire croît le plus, avec +1,5 % sur un an pour les services marchands et +1,0 % pour les services non marchands. À l'inverse, la construction accuse une forte baisse d'activité en août (-3,2 % après -1,1 % le mois précédent).

Ralentissement de l'activité pour l'ensemble des secteurs et forte baisse pour la construction

Évolution en glissement annuel du volume d'heures rémunérées par secteur

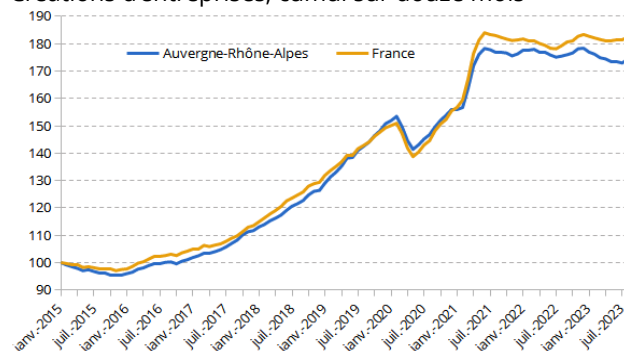


Source : DSN, traitements Insee – glissement en % – données mensuelles au 23 octobre 2023.

En baisse continue depuis début 2023, le nombre de créations d'entreprises remonte modérément en août. Avec 122 800 entreprises créées (sur une année glissante), le volume de créations reste tout de même à un niveau élevé.

Les créations d'entreprises plafonnent en 2023

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois



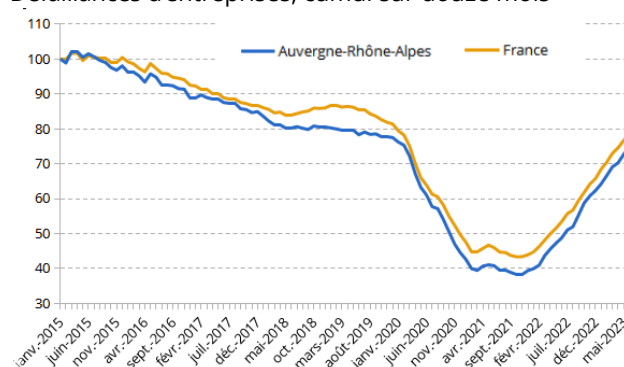
Note : Depuis le 1^{er} janvier 2023, les formalités de création d'entreprises doivent obligatoirement s'effectuer sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement important fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises, en raison notamment d'une modification des délais d'enregistrement des déclarations dans le répertoire Sirene.

Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 23 octobre 2023 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015 – cumul 12 mois).

Les défaillances d'entreprises sont en hausse depuis début 2022. En cumul annuel, elles sont au nombre de 5 900 en juillet 2023, et retrouvent ainsi un niveau équivalent à celui d'avant la crise sanitaire (5 955 en décembre 2019).

La reprise des défaillances d'entreprises se poursuit

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



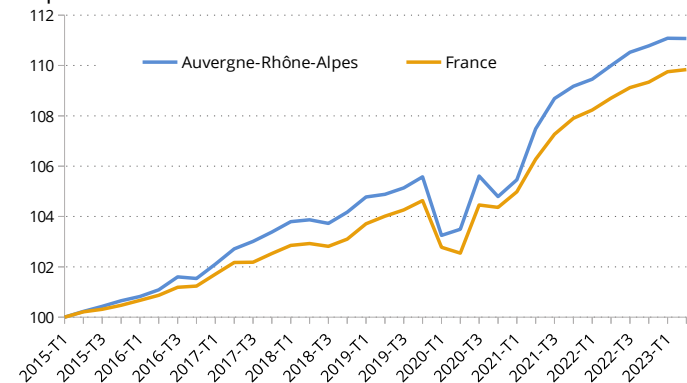
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 23 octobre 2023 (base 100 au 1^{er} janvier 2015 – cumul 12 mois).

EMPLOI SALARIÉ

Avec seulement 300 salariés de moins, l'emploi se stabilise au deuxième trimestre 2023 (après +0,3 % le trimestre précédent).

L'emploi se stabilise

Emploi salarié



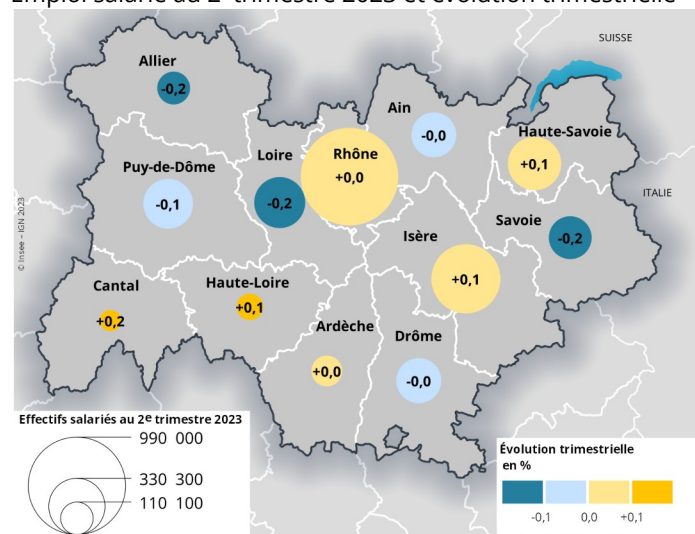
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2023 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

Par rapport au trimestre précédent, l'emploi est relativement stable dans l'ensemble des départements. Le Cantal augmente

de 0,2 % sur un trimestre, tandis que l'Allier, la Loire et la Savoie diminuent de 0,2 %.

Emploi : stabilité dans tous les départements

Emploi salarié au 2^e trimestre 2023 et évolution trimestrielle



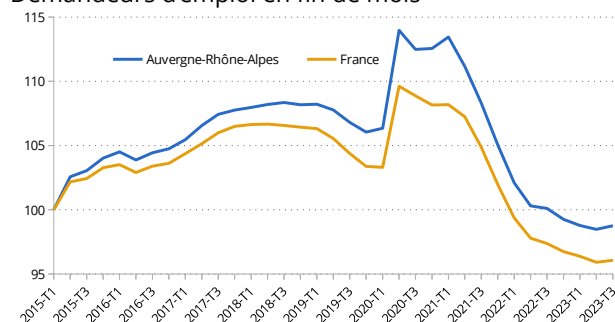
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2023.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C augmente légèrement au troisième trimestre 2023, retrouvant son niveau de début d'année. Avec 589 200 demandeurs d'emploi, le niveau actuel reste au plus bas depuis 2015 et inférieur de 6,9 % au niveau d'avant-crise sanitaire.

Moins de 590 000 demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C

Demandeurs d'emploi en fin de mois

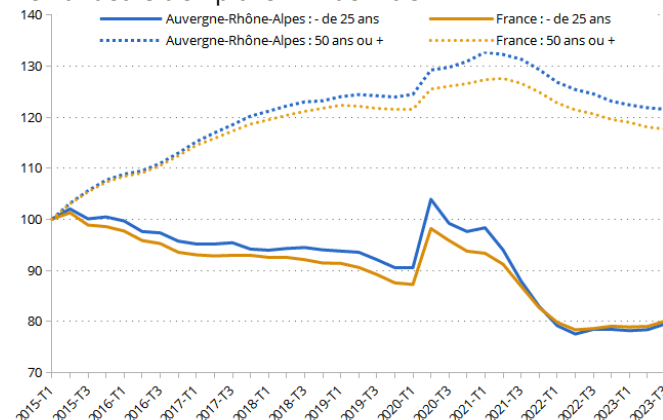


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

La demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans croît légèrement au troisième trimestre 2023 (environ 71 900). Celle des seniors de plus de 50 ans diminue régulièrement depuis début 2021.

La demande d'emploi des jeunes réaugmente très légèrement

Demandeurs d'emploi en fin de mois

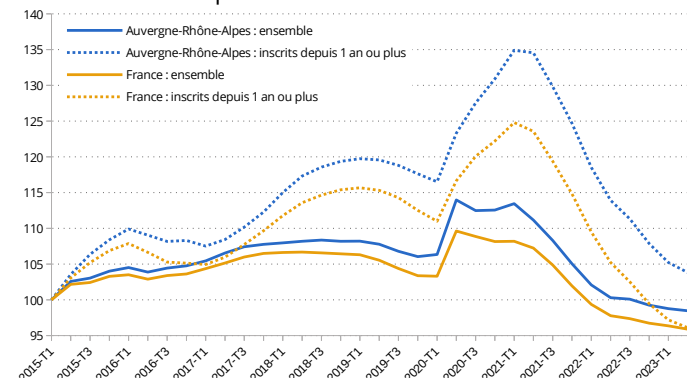


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée se poursuit : au troisième trimestre, 251 000 demandeurs cherchent un emploi depuis plus d'un an, soit 900 de moins que le trimestre précédent, un nombre au plus bas depuis 2015.

Le volume des demandeurs d'emploi de longue durée au plus bas depuis 2015

Demandeurs d'emploi en fin de mois

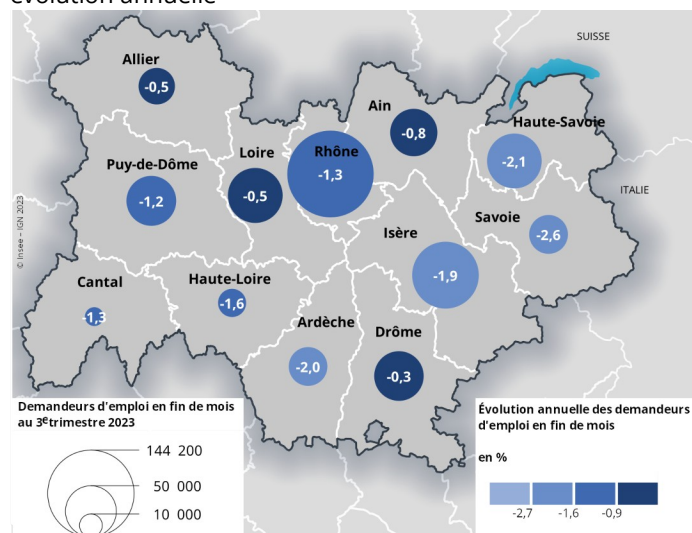


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

Fin septembre 2023, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi, calculée sur une année glissante, atteint -1,3 % sur la région et touche l'ensemble des départements. Trois d'entre eux, la Haute-Savoie, la Savoie et l'Ardèche affichent de meilleurs résultats, supérieurs à -2,0 %. À l'opposé, dans la Drôme, on constate une quasi-stagnation avec une évolution limitée à -0,3 %.

Des baisses départementales hétérogènes pour les demandeurs d'emploi

Demandeurs d'emploi à la fin du 3^e trimestre 2023 et évolution annuelle

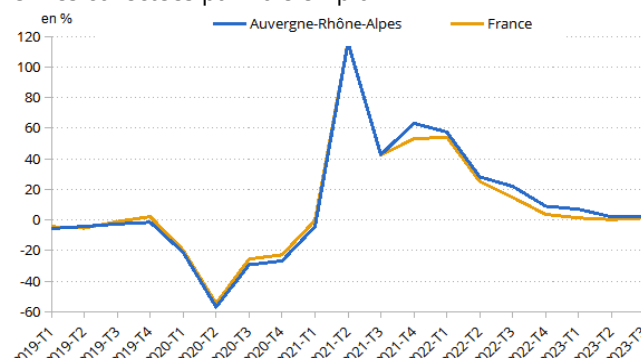


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO.

Au troisième trimestre 2023, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi est en hausse sur un trimestre et sur une année (+2,0 % en un an, contre +1,3 % en France), avec une évolution similaire à celle du trimestre précédent.

Les offres d'emploi sont en hausse au 3^e trimestre

Offres collectées par Pôle emploi

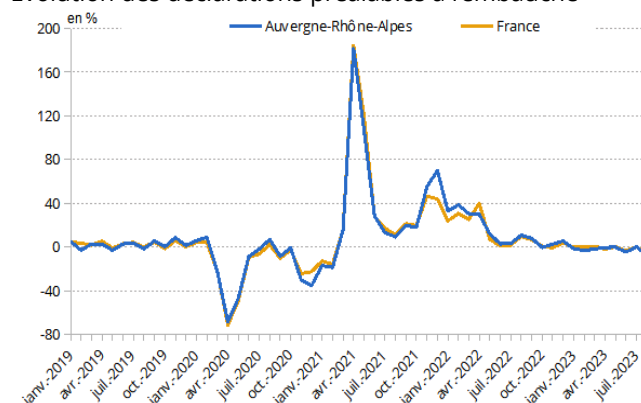


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – évolution du nombre d'offres collectées par Pôle emploi en données CVS-CJO, en glissement annuel.

Fin août 2023, les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) diminuent de 7,4 % par rapport à leur niveau de l'année précédente, après -0,1 % en juillet et -4,7 % en juin. Cette baisse est un peu moins marquée au niveau national (-6,6 % en août).

Baisse du nombre de déclarations préalables à l'embauche

Évolution des déclarations préalables à l'embauche



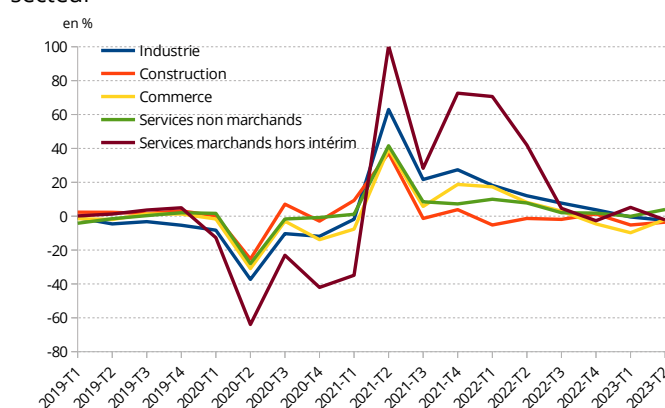
Champ : régime général hors intérim.

Source : Urssaf – évolution du nombre de DPAE en données CVS, en glissement annuel.

Au deuxième trimestre 2023, les DPAE sont en baisse dans tous les grands secteurs d'activité sauf dans les services non marchands (+3,9 % sur un an). Elles diminuent le plus fortement dans la construction (-3,6 %).

Les DPAE n'augmentent que dans les services non marchands

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par grand secteur



Champ : régime général hors intérim.

Source : Urssaf – évolution du nombre de DPAE en données CVS, en glissement annuel.

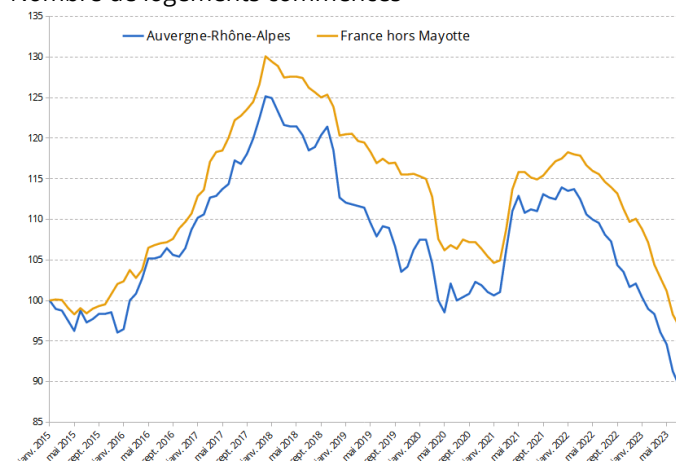
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Le nombre de mises en chantier enregistrées poursuit sa baisse avec, à fin août, 42 500 logements commencés en cumul annuel. Comme en France, il est à son plus bas niveau depuis plus de 20 ans.

Des mises en chantier au plus bas

Nombre de logements commencés

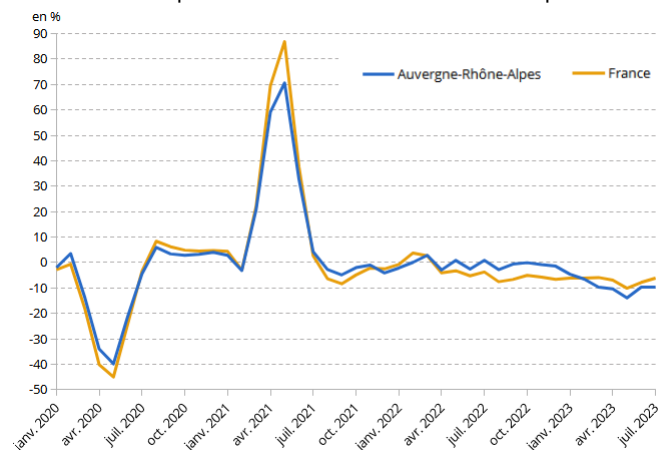


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 24 octobre 2023 (base 100 au 1^{er} janvier 2015).

La production de béton prêt à l'emploi, calculée sur trois mois glissants (de mai à juillet 2023), diminue de 6,1 % par rapport à l'année précédente, contre -9,5 % au niveau national.

La production de béton continue de baisser

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Note : Cumul 3 mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de l'année précédente.

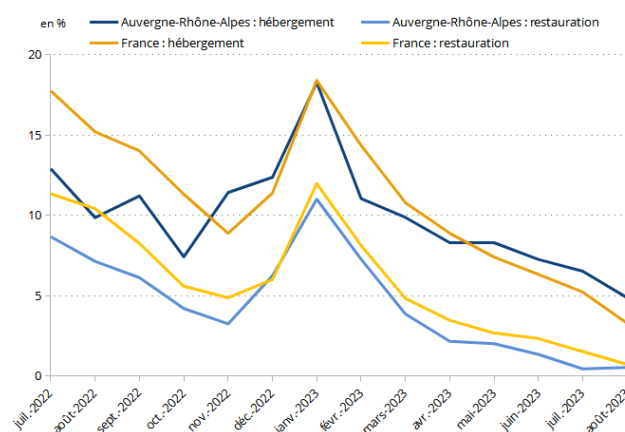
Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 31 juillet 2023, traitement CERC ARA.

Hébergement - restauration

L'activité du secteur de l'hébergement et de la restauration continue de progresser mais est en ralentissement depuis début 2023. Dans la restauration, en glissement annuel, l'activité est supérieure de 0,5 % en août 2023, après +0,4 % en juillet et +1,3 % en juin. Dans l'hébergement, une croissance plus importante, de 4,9 %, est enregistrée sur le mois d'août par rapport au même mois de 2022, après +6,5 % le mois précédent.

L'hébergement et la restauration ralentissent

Évolution, par rapport à la même période de l'année précédente, du volume d'heures rémunérées dans l'hébergement-restauration, par secteur



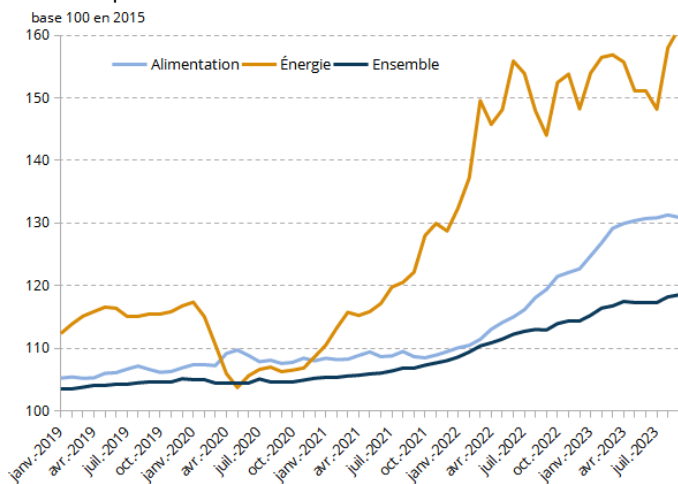
Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 24 octobre 2023.

PRIX

L'indice des prix à la consommation (indicateur national) continue d'augmenter à un rythme élevé (+5,0 % en septembre après +4,6 % en août). L'alimentation ralentit tout en restant sur un rythme de hausse soutenu (+9,7 % contre +11,2 % le mois précédent), tandis que l'énergie rebondit fortement : +11,9 % après avoir reculé en juin et en juillet.

Indice des prix à la consommation : rebond de l'énergie

Indice des prix à la consommation

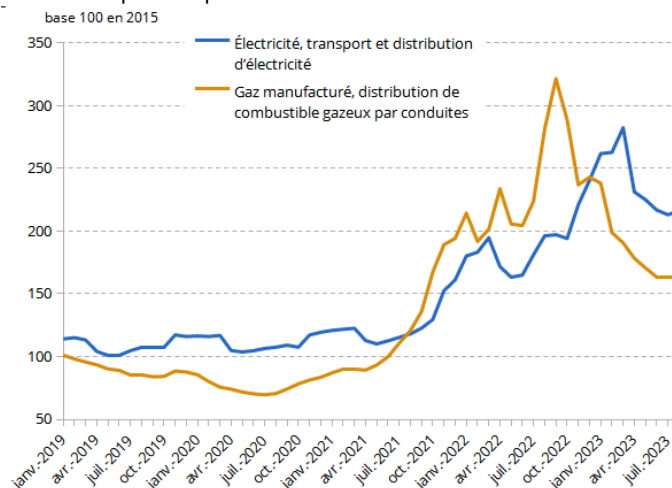


Source : Indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France – données arrêtées au 13 octobre 2023.

Après avoir atteint un pic en mars 2023 (plus du double du niveau moyen de 2021), les prix (nationaux) de production de l'électricité, incluant son transport et sa distribution, diminuent pour le cinquième mois d'affilée en août 2023 (-4,0 % sur un trimestre mais +10 % sur un an). Les prix de production du gaz, incluant sa distribution par conduites, diminuent en août (-4,5 % en rythme trimestriel).

Indice des prix de production : baisse pour le gaz et l'électricité

Indice des prix de production



Source : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – données arrêtées au 13 août 2023.

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

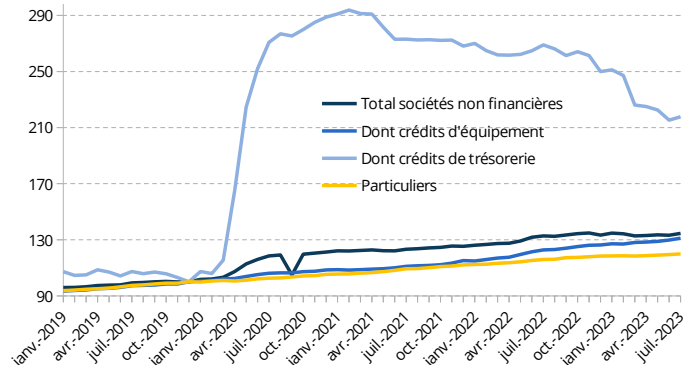
Les encours de crédits accordés aux sociétés non financières et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Les encours de crédits des sociétés non financières sont à peine en hausse en juillet 2023. Les crédits de trésorerie augmentent légèrement après plusieurs mois de baisse. Les crédits accordés aux particuliers poursuivent leur faible hausse, de manière continue et régulière.

Les encours de crédits connaissent une très légère hausse

Évolution des encours de crédits accordés

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données mensuelles brutes.

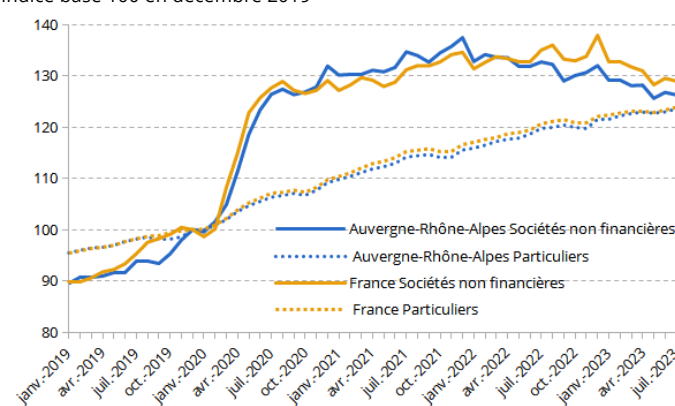
Source : Banque de France.

Les encours de dépôts des sociétés non financières diminuent à l'été, par rapport à début 2023. Les encours de dépôts des particuliers continuent d'augmenter de manière très régulière.

Les encours de dépôts régionaux plutôt en diminution en 2023

Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données mensuelles brutes.

Source : Banque de France.

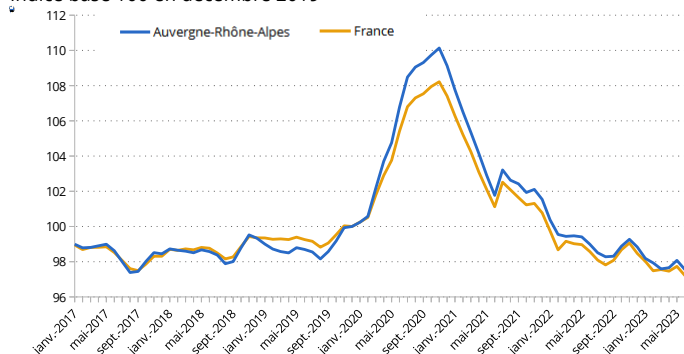
INDICATEURS SOCIAUX

Après une légère reprise en mai, le nombre d'allocataires du RSA diminue de nouveau en juin. Avec 3 900 bénéficiaires de moins que fin 2019, le nombre d'allocataires est inférieur à celui d'avant-crise sanitaire et reste à un niveau bas (son plus faible niveau depuis 2017).

Le nombre d'allocataires du RSA reste à un bas niveau

Bénéficiaires du RSA

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données brutes en fin de mois. Les données des cinq derniers mois sont provisoires.

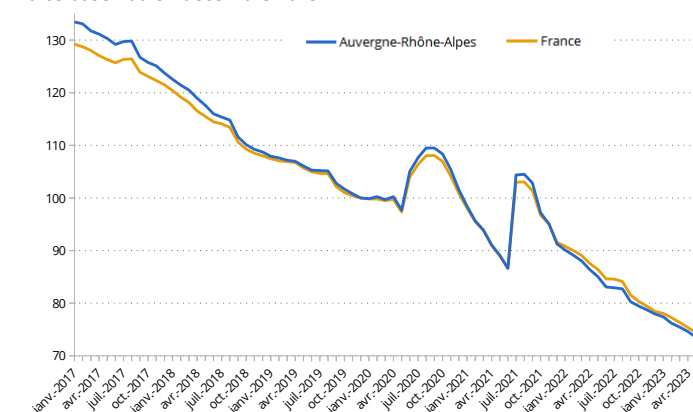
Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 24 octobre 2023.

Le nombre d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS ; attribuée sous conditions de ressources après épuisement des droits au chômage) ne cesse de diminuer. Fin mai 2023, 23 400 bénéficiaires, soit 26 % de moins qu'avant la crise sanitaire, perçoivent cette allocation dans la région.

Le nombre d'allocataires de l'ASS est au plus bas

Bénéficiaires de l'ASS

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données brutes en fin de mois. Les données des cinq derniers mois sont provisoires.

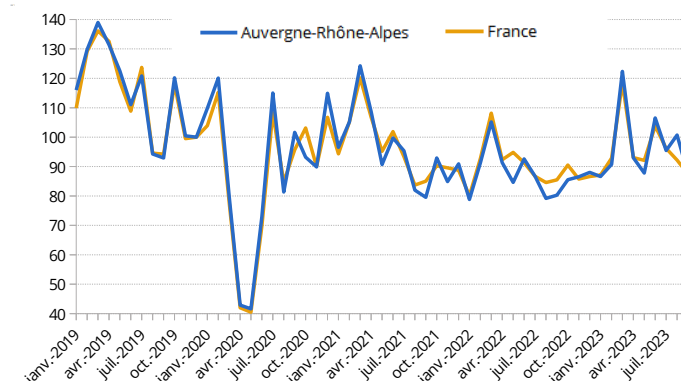
Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 24 octobre 2023.

Avec 3 100 dossiers déposés de juillet à septembre, le surendettement est en hausse par rapport au même trimestre de 2022 (+15 %).

Surendettement : hausse en glissement annuel

Évolution du nombre de dossiers de surendettement déposés

Indice base 100 en décembre 2019



Source : Banque de France, séries brutes mensuelles en glissement annuel.